



Nicaragua:

## Les illusions perdues

Le Nicaragua reste à la une: les informations concernant la guerre de plus en plus ouverte que lui livrent les Etats-Unis par Contras interposés d'une part, les nouvelles violations des droits de l'homme par le gouvernement sandiniste d'autre part ne cessent d'inquiéter tous ceux qui chez nous ont suivi avec sympathie la révolution d'un petit peuple pauvre contre son dictateur et la riche puissance mondiale qui le soutenait. Puisque l'administration Reagan et ses supporters dans le monde occidental en ont fait un de leurs chevaux de bataille dans la lutte idéologique contre ce qu'ils appellent "le marxisme", il est de plus en plus difficile de trouver dans la presse établie des informations sûres et des commentaires sans parti pris sur ce qui se passe en Amérique Centrale. "forum" est heureux de présenter à ses lecteurs l'article qui suit, repris des "Dossiers faim-développement" (No. 87-1), édité par le "Comité Catholique contre la Faim et pour le Développement" (CCFD), organisme-soeur de "Bridderlech Deelen", dépendant de l'épiscopat français. Il analyse de façon nuancée la situation de guerre où se trouve le Nicaragua, les répercussions sur son économie et les réactions parfois ambiguës du pouvoir sandiniste.

En mars dernier, alors que le Congrès américain discutait de l'opportunité d'accorder une aide de 11 millions de dollars aux contre-révolutionnaires nicaraguayens (la Contra), Ronald Reagan déclarait: "Ce que nous constatons, c'est la fin du syndrome vietnamien, le retour au réalisme à propos du danger communiste. Et nous sommes maintenant prêts pour l'un des derniers actes"(1)!

En réalité, quelles que soient les déclarations grandiloquentes et catastrophistes du président des Etats-Unis, personne ne croit sérieusement que le Nicaragua représente une menace militaire pour ses voisins d'Amérique centrale. En revanche, il incarne à l'évidence une menace idéologique pour l'influence et les intérêts des USA dans la mesure où l'exemple nicaraguayen pourrait susciter des velléités d'indépendance chez ses voisins du Salvador, du Honduras et du Guatemala.

Pour l'instant, la stratégie nord-américaine au Nicaragua relève de la "guerre de basse intensité" et de l'intervention indirecte à travers le soutien à l'action contre-révolutionnaire: "L'objectif principal de l'effort contre-révolutionnaire n'est pas comme dans les guerres conventionnelles la simple élimination physique de l'ennemi (mouvements de libération nationale ou gouvernements révolutionnaires) mais son exclusion progressive, son isolement interne et externe; en bref, sa délégitimation comme alternative politique ou sa déstabilisation comme pouvoir politique."(2).

En ce sens, actions militaires et pressions économiques sont indissolublement liées et dans le cas du Nicaragua, les secondes sont probablement plus efficaces à moyen ou long terme que les premières. Le mécontentement de la population nicaraguayenne ne peut en effet que croître, étant donné les privations qu'elle subit quotidiennement (manque de nourriture, absence de produits de base...).



„Dir werde ich auch noch demokratische Manieren beibringen, du kommunistische Bestie!“

in: Publik-Forum

### 1. Le nerf de la guerre

Sur le plan militaire, l'action de la Contra paraît aujourd'hui avoir atteint un palier, que l'aide (officielle) récente des Etats-Unis lui permettra peut-être de franchir. Les difficultés pour la guérilla anti-sandiniste proviennent en partie de ce qu'elle semble avoir du mal à renouveler ses troupes, dont l'effectif en 1985 s'élevait à environ 15.500 hommes. Composée essentiellement d'anciens membres de la garde nationale de Somoza, de paysans, d'Indiens de la côte atlantique, mais aussi de conseillers étrangers et de mercenaires, la Contra manque de base sociale solide.

Ces difficultés expliquent qu'elle n'ait pas réussi jusqu'à présent à s'implanter de façon significative dans les villes. Actuellement, ses opérations militaires sont donc concentrées dans des

zones rurales proches de la frontière du Honduras, pays dans lequel elle s'est taillé un véritable domaine.

De leur côté les autorités militaires sandinistes ont eu, au début de la guerre, quelques difficultés à s'adapter aux formes de combat que leur imposait la Contra. Elles commirent notamment des erreurs politiques et militaires, qui créèrent un ressentiment de la population paysanne des zones de guerre à l'égard du gouvernement et de l'armée sandinistes. Certains paysans rejoignirent alors les rangs de la Contra, ce qui incita les autorités à se pencher sur les problèmes politiques, économiques et sociaux de ces régions et à modifier le comportement des troupes sur le terrain (mobilité des unités, contacts avec la population...).

Par ailleurs, l'institution du Service militaire patriotique en octobre 1983, du service militaire de réserve en octobre 1985, ainsi que l'organisation de milices, visent à associer plus étroitement la population nicaraguayenne à la "guerre nationale patriotique et populaire". Actuellement, les effectifs de l'armée régulière s'élèvent à environ 60.000 hommes, mais l'on estime qu'environ 200.000 personnes disposent d'un fusil dans le pays. Cette distribution massive représente bien entendu un danger potentiel pour le gouvernement sandiniste dans la mesure où il ne peut guère s'assurer que ces armes ne seront pas retournées contre lui, à plus ou moins long terme. Pour l'instant, ce risque semble mineur et de nombreux paysans sont d'autant plus disposés à combattre la Contra qu'ils défendent à la fois une terre qu'ils ont récemment acquise et un ensemble considérable de progrès sociaux institués depuis 1979. En ce sens, la brutalité des actions de la Contra, qui touchent souvent la population civile (routes minées...) ainsi que son absence de programme politique défini, peuvent difficilement attirer dans ses rangs des contingents importants de "déçus du sandinisme". Elle ne constitue pas à l'heure actuelle une alternative politique crédible au régime sandiniste et reste trop marquée pour beaucoup de Nicaraguayens, par son alliance avec d'anciens dignitaires et responsables somocistes.

## Le couteau sous la gorge

Les autorités militaires sandinistes craignent que l'augmentation récente de l'aide américaine ne permette aux guérilleros de multiplier les "opérations chirurgicales", visant des objectifs militaires ou économiques précis.

Par ailleurs, au coût direct de ces destructions, s'ajoute l'amputation des budgets sociaux: actuellement, le gouvernement sandiniste consacre environ 50% du budget de l'Etat à la défense du pays.

Le coup de grâce pour l'économie nicaraguayenne est toutefois venu des Etats-Unis, lorsque ceux-ci ont décrété en mai 1985 un embargo commercial total vis-à-vis de Managua. Cette mesure radicale venait couronner un ensemble de pressions économiques inauguré par le président Carter dès 1980.

Le président Reagan renforça le dispositif et l'embargo commercial américain a contraint le Nicaragua à réorienter ses exportations agricoles (sucre, bananes, café, viande...) vers l'Europe, le Canada, mais aussi les pays de l'Est, l'Algérie et même l'Iran, moyennant des augmentations par-

### CONSÉQUENCES DE LA GUERRE

Nombre de victimes  
(1980 - juillet 1986)

• Morts .....	17 088
• Blessés .....	7 128
• Séquestrés par la Contra ...	3 669
• Capturés (par les autorités) .	1 300
Total .....	29 185

### COÛT DU MATÉRIEL ET FINANCIER

(1980 - 1985)

en millions de dollars U.S.A.

• Pertes directes (en capital et stock) .....	117,5
• Pertes de production .....	407,5
• Crédits bloqués .....	272,9
• Embargo commercial .....	76,7
Total .....	874,6

On estime qu'entre 1980 et 1985, 20 établissements de santé, 48 écoles ont été détruites, 44 000 hectares de forêt ont été brûlés, tandis que 1 342 établissements scolaires (pour enfants ou pour adultes) et 99 postes de santé ont été détruits, tout cela du fait de la guerre.

Source CRIES

fois considérables des coûts de transports et des baisses de prix. Les conséquences sont beaucoup plus graves dans le domaine des importations. Les industries de transformation nicaraguayennes sont effectivement équipées en matériel nord-américain, ce qui pose aujourd'hui des problèmes presque insurmontables d'approvisionnement en pièces de rechange. Les stocks s'épuisent peu à peu et le matériel manquant ne peut être remplacé qu'en ayant recours à des intermédiaires internationaux qui prélèvent au passage d'importantes commissions. A terme, le gouvernement sandiniste devrait donc envisager un changement de toute la technologie industrielle du pays, ce qui représente un coût énorme.

Cette hypothèse est d'autant plus improbable que le Nicaragua éprouve déjà de grandes difficultés à financer son économie. L'influence des Etats-Unis sur les institutions multilatérales l'empêche d'avoir recours à ces sources de financement. Par ailleurs, les banques commerciales ne lui ont pas accordé de nouveaux capitaux. Restent donc les sources publiques bilatérales qui ne sont qu'un pis-aller. Les conditions financières qu'accordent les gouvernements sont en effet beaucoup moins favorables que celles des institutions multilatérales. Outre que les taux d'intérêt sont plus élevés, il s'agit le plus souvent d'aides liées. Non seulement ce type d'aides n'est pas approprié aux besoins de la production nicaraguayenne, mais il introduit une nouvelle dépendance technologique. Actuellement la quasi-totalité des crédits accordés au Nicaragua provient de l'URSS et des pays d'Europe de l'Est. Managua est ainsi liée aux Etats socialistes non seulement en matière militaire (approvisionnement en armes...), mais aussi

dans le domaine économique. La timidité de la politique européenne en Amérique centrale n'est d'ailleurs pas étrangère à cet état de fait.

Le non-alignement, dont se réclament les Sandinistes, pâtit de cette dépendance puisque, à l'instar de pays comme l'Inde, le Nicaragua évite soigneusement de prendre position contre l'Union Soviétique sur des problèmes comme le conflit afghan.

Jusqu'à présent, cette relation privilégiée avec l'Union Soviétique ne s'est pourtant pas traduite par l'application pure et simple d'un modèle économique socialiste au Nicaragua. Au contraire, les Sandinistes revendiquent l'originalité et la spécificité du modèle nicaraguayen d'économie mixte, dans lequel coexistent plusieurs formes de propriété (étatique, capitaliste, individuelle, coopérative...). A l'heure actuelle, l'Etat contrôle directement environ 40% de la production industrielle et 30% de la production agricole.

réforme agraire introduite en janvier dernier prévoit que les terres qui ne sont pas mises en valeur d'une façon rentable pourront être confisquées, alors qu'auparavant, seules les propriétés les plus étendues (latifundios), étaient visées par ces mesures.

Cette volonté d'accélérer la réforme agraire et la distribution des terres est la conséquence de l'accroissement du nombre des déplacés de guerre (entre 250.000 et 300.000) et des mouvements de protestation organisés en 1985 par des organisations comme l'UNAG (Union nationale des agriculteurs et éleveurs) et l'ATC (Association des travailleurs ruraux). Le virage opéré par le gouvernement dans ce domaine confirme le rééquilibrage général de sa politique au profit des campagnes, qui avaient été quelque peu délaissées aux lendemains de la chute de Somoza. Les impératifs de l'état de guerre et les difficultés d'approvisionnement, notamment dans les villes, ont incité les autorités à rechercher un soutien accru du monde paysan.

## Micro-spéculation

Le gouvernement se heurte aujourd'hui au développement d'un important marché noir en dépit de ses efforts pour contrôler le commerce intérieur. Et la tentation existe chez certains responsables sandinistes de rejeter la responsabilité des difficultés d'approvisionnement sur le secteur informel, vaste nébuleuse aux contours imprécis. Or, "la spéculation n'est pas le fait d'un petit club de personnes fortunées, mais d'un énorme réseau de commerçants irréguliers. Une majorité de ces commerçants produisent eux-mêmes les biens qu'ils vendent et ne disposent pas de stocks suffisants pour se livrer à autre chose qu'une micro-spéculation."(4).

Une vaste économie de troc s'est développée qui utilise les réseaux de voisinage ou les liens de parenté. Par ailleurs, certains échanges économiques se font de plus en plus fréquemment en dollars au détriment de la monnaie nicaraguayenne, le cordoba.

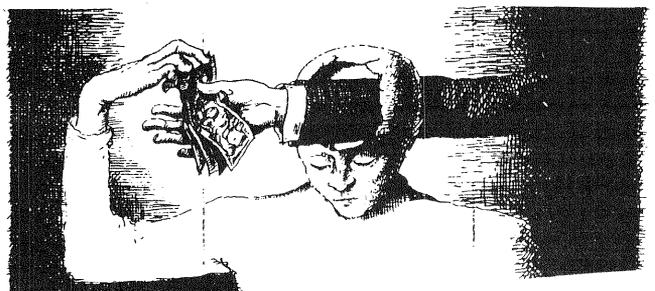
Outre la contrebande, l'injection de dollars dans l'économie est due aux transferts effectués par les Nicaraguayens travaillant à l'étranger, principalement aux Etats-Unis. Les sommes ainsi transférées constituent un apport essentiel à la vie des familles les plus modestes et s'élèvent aujourd'hui à environ 50 millions de dollars par an.

Afin de stabiliser l'économie et donc de favoriser le secteur productif formel, les autorités ont créé les CAT (Centre d'approvisionnement pour les travailleurs) réservés aux salariés, les travailleurs attachés à la production de biens matériels étant eux-mêmes favorisés par rapport aux salariés du secteur des services. Ce système a néanmoins donné lieu à un important trafic des cartes donnant accès aux centres.



Certes, les dirigeants sandinistes ne sont pas des défenseurs acharnés de l'économie libérale. La plupart d'entre eux ont été nourris de théories socialistes, plus fréquemment d'ailleurs sous la forme d'un sommaire vulgate marxiste que d'une lecture critique du "Capital". Néanmoins, la nécessité de faire fonctionner l'économie dans des circonstances particulièrement difficiles ainsi que l'échec économique de nombreux Etats socialistes ont incité le gouvernement au pragmatisme. Ce souci de ne pas rompre radicalement avec l'ordre économique antérieur s'accompagne d'une volonté de répondre aux besoins des catégories les plus défavorisées: c'est la "logique des majorités" que le FSNL(3) oppose à la vieille logique somociste ou au libéralisme classique.

Ainsi, par exemple, la nouvelle législation sur la



## 2. Les ambiguïtés du Sandiniste

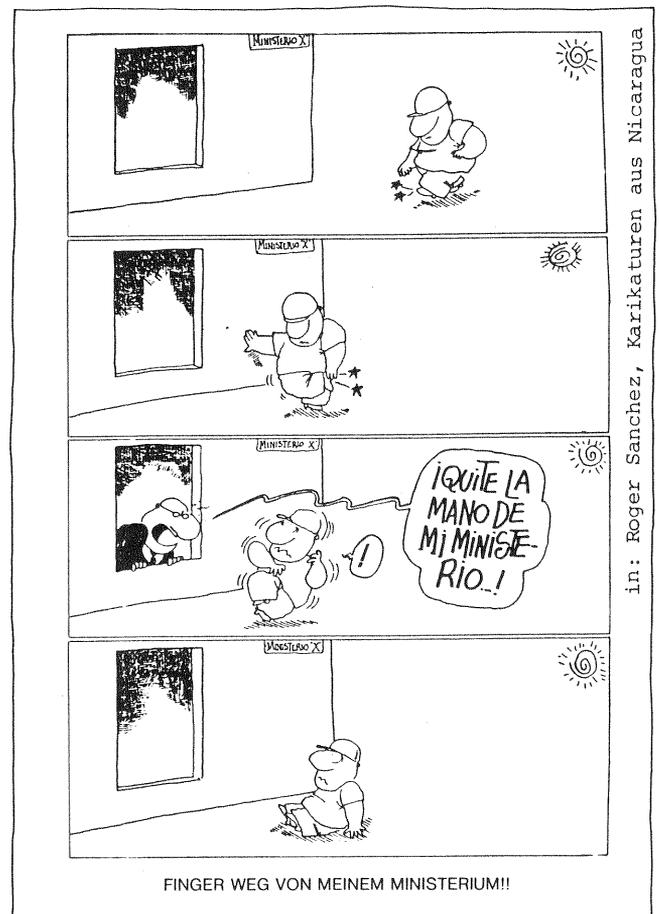
Par ailleurs, le gouvernement appuyé par un certain nombre d'organisations de masse, liées de près ou de loin au FSLN, a lancé un important effort de propagande en faveur de la production tous azimuts. Des journées de travail volontaire sont organisées dans les entreprises. Les exploits de "travailleurs d'avant-garde" sont mis en valeur par la presse écrite et la télévision (d'Etat). Après le relâchement qui avait marqué les lendemains de la Révolution, les appels à la discipline dans le travail et au sens patriotique des ouvriers et des paysans se multiplient. Ceci ne va pas d'ailleurs sans quelques critiques acerbes de ces derniers à l'endroit des "bureaucrates" du gouvernement. Il est vrai qu'outre leur inexpérience notamment dans le domaine économique, les fonctionnaires de l'Etat n'échappent pas aux tentations technocratiques. Certains projets publics, en matière d'urbanisme par exemple, traduisent une méconnaissance par leurs auteurs de la réalité sociale du pays.

Ces incohérences sont à termes génératrices de risques. La marginalisation de certaines catégories de la population, ou pire encore la mise en accusation de certaines d'entre elles, peuvent faire croître le mécontentement d'une population déjà soumise aux épreuves de la guerre et des difficultés économiques. La Contra pourrait trouver là un ferment de contestation urbaine, qu'elle ne manquerait pas d'exploiter. Pour enrayer ce type de phénomène, les autorités sandinistes comptent sur la bonne implantation du FSLN et sur le relais des "organisations de masse", qui s'efforcent de prendre le pouls de la population. Quant aux CDS (Comités de défense sandiniste) qui devaient être à l'origine "les yeux et les oreilles de la Révolution", ils se sont mués en simples comités de quartier ou en organisations para-communales, destinés à gérer les problèmes quotidiens d'approvisionnement ou de voisinage. Dans certains quartiers, ils ont disparu du fait de leur relation trop étroite avec le FSLN, et des partis politiques d'opposition comme le PPSC (Parti populaire social chrétien) réclament leur suppression pure et simple. Cette dérive d'une institution ambiguë illustre plus largement l'évolution du "processus démocratique" entamé en 1979.

Depuis la chute du pouvoir somociste, le vocabulaire politique nicaraguayen a en effet banalisé certains termes, maniés sous d'autres latitudes avec précaution ou méfiance. Ainsi peut-on voir en pleine séance parlementaire, un député de l'opposition, le Dr Raul Cordova Rivas, s'écrier avec lyrisme: "Nous sommes tous ici pour défendre la Révolution". Dans un autre contexte, une telle déclaration ne pourrait que surprendre de la part d'une personnalité conservatrice. Au Nicaragua, elle est banale, tant il est vrai que la majorité de la population semble favorable au "processus démocratique". La participation importante aux élections de novembre 1984 (75% des inscrits sur les listes électorales) en est un indice, sinon une preuve formelle.

### Qu'est-ce que la révolution?

Toutefois, il reste que les termes sont ambigus et les conceptions "révolutionnaires" multiples. Si l'on entend par révolution, la volonté de ne pas revenir en arrière et de renoncer définitivement au somocisme et à ses épigones, l'unanimité est



in: Roger Sanchez, Karikaturen aus Nicaragua

facile à réaliser. C'est d'ailleurs sur cette hostilité commune au pouvoir absolu d'un homme que s'est fondée l'alliance quelque peu hétéroclite qui a précipité la chute de Somoza. Les différends qui ont surgi par la suite ont montré la précarité de l'unité nationale lorsqu'elle est fondée sur un consensus aussi étroit.

Aussi bien qu'ils l'emploient l'un et l'autre, le mot "révolution", sept ans après le départ de Somoza, a probablement une signification très différente pour le conservateur Cordova Rivas et pour le sandiniste Tirado Lopez qui déclarait, en août dernier, devant une assemblée régionale d'ouvriers agricoles: "Je ne peux me contenter des trois pouvoirs classiques de la pensée démocratique libérale, c'est-à-dire l'exécutif, le législatif et le judiciaire. Je dois y ajouter dès maintenant le pouvoir de la classe ouvrière parce que c'est un véritable pouvoir... Nous ne pouvons nous contenter des pouvoirs classiques parce que ce serait tomber dans la provocation politique et idéologique de la démocratie impérialiste."(5)

Dans le domaine idéologique, le gouvernement sandiniste entretient d'ailleurs l'ambiguïté, hésitant sans cesse entre le discours partisan du FSLN et la volonté de rassembler l'ensemble des Nicaraguayens autour d'une idée nationale. Pour une population privée de droits politiques réels pendant les longues années de dictature, le nationalisme tend ainsi dangereusement à se confondre avec le sandinisme. On trouve ainsi sur tous les édifices publics, outre le drapeau national, la bannière du FSLN. De même, la neutralité politique de certains programmes scolaires publics est sujette à caution. Les mythes fondateurs du parti servent de symboles nationaux, et vice-versa. Ainsi, le FSLN a-t-il récupéré à son profit l'image d'Augusto Ce-

sar Sandino, héros national qui dans les années 1930 s'opposa par les armes à une intervention nord-américaine au Nicaragua. Le parti s'est ainsi peu à peu arrogé le monopole du "sandinisme" (concept quelque peu flou), quitte à faire de Sandino un précurseur de la lutte des classes en extrayant de leur contexte certaines de ses déclarations.



## La double légitimité

Les cérémonies marquant en novembre dernier le XXVe anniversaire de la fondation du FSLN ont illustré cette confusion entre symboles partisans et nationaux. S'ajoutant dans le panthéon sandiniste à celle de Sandino, l'image de Carlos Fonseca Amador, ex-Secrétaire général du FSLN, fut largement utilisée puisque l'on fêtait également le dixième anniversaire de sa mort. L'armée nicaraguayenne (Armée populaire sandiniste) défila lors de manifestations organisées à cette occasion, bien qu'il ne s'agisse (théoriquement) que de l'anniversaire d'un parti politique.

Au-delà de leur portée symbolique, ces gestes illustrent la double légitimité historique et électorale, dont se réclame le FSLN. D'une part, il incarne la longue lutte clandestine et la victoire contre le somocisme (même s'il n'en fut pas l'acteur unique) et à ce titre, il est entré dans l'histoire du Nicaragua. D'autre part, il est le vainqueur des élections de novembre 1984, où il a recueilli 67% des suffrages exprimés. Mais, en dépit de cette légitimité électorale, le FSLN n'est pas un parti "comme les autres". Il est clair que certains de ses dirigeants accordent moins d'importance à la sanction des urnes qu'au jugement de l'histoire et envisagent difficilement une alternance politique.

Malgré certaines déclarations péremptoires, le FSLN a respecté jusqu'ici les règles fondamentales

du jeu parlementaire. L'Assemblée nationale a ainsi pu discuter, amender et voter le texte constitutionnel après une consultation populaire effectuée au travers de "cabildos abiertos"(6). Il semble que le FSLN n'ait pas abusé de sa position dominante (il disposait de la majorité qualifiée nécessaire à l'adoption des articles) et diverses modifications, suggérées par les "cabildos" aussi bien que par les partis d'opposition, ont été apportées au texte initial.

Dans ce contexte, la position de l'opposition parlementaire, de droite comme de gauche, est délicate. Divisée en six partis, elle ne constitue pas à court terme une alternative possible au gouvernement sandiniste. Sa force vient de ce qu'elle a accepté de participer au fonctionnement des institutions sans s'identifier au parti dominant. Ainsi, elle n'offre théoriquement pas de prise à l'accusation de pro-américanisme adressée par le FSLN aux partis qui ont boycotté les élections de 1984. Toutefois, une hypothèque pèse sur l'opposition parlementaire: dans un contexte de guerre, pourra-t-elle continuer à exercer sa fonction critique naturelle sans encourir justement le reproche de faire le jeu des ennemis de la patrie?

Ainsi, les organisations syndicales non sandinistes, qui exercent elles aussi une fonction critique, sont parfois accusées par le président Daniel Ortega d'être opportunistes, manipulées par la CIA ou même franchement contre-révolutionnaires.

Cette propension à regrouper dans le camp des ennemis de la patrie ceux-là mêmes qui ont accepté de jouer le jeu institutionnel est inquiétante. Certes, afin de sauvegarder leur image de démocrates, les Sandinistes ont besoin que l'opposition parlementaire s'exprime et joue son rôle. Le risque vient de la guerre, militaire et économique, qui peut plonger le pays dans l'instabilité et inciter les dirigeants sandinistes les plus dogmatiques à prendre contre les opposants des mesures de plus en plus contraignantes.

Ceci ne pourrait bien entendu que réjouir M. Reagan, qui a jusqu'ici bien du mal à prouver que le pouvoir sandiniste est, comme il le prétend, totalitaire et impopulaire. L'institution de la censure de la presse, que le gouvernement justifie par l'état de guerre, montre que la limite entre critiques civiques et antipatriotique est parfois ténue. "Les restrictions doivent être fondées sur les impératifs de la sécurité nationale... Nous donnons la priorité aux questions essentielles qui, pour des raisons logiques, sont susceptibles d'affecter la stabilité et l'ordre intérieur de notre nation. Ce sont les informations militaires, tout ce qui relève du domaine de la guerre et de l'action des groupes contre-révolutionnaires, mais aussi les informations économiques... Les problèmes qui découlent (de l'insuffisance de la production) sont utilisés par les secteurs réactionnaires pour livrer une bataille dont l'objectif est d'entraîner certains secteurs à une confrontation directe avec le gouvernement" affirme le capitaine Nelba Blandon, responsable de la direction des moyens de communication (7).

Dans certains cas, les autorités sandinistes sont passées de la censure préalable à l'interdiction définitive ou provisoire comme dans le cas du quotidien d'opposition "La Prensa", fermé en juin dernier après l'approbation par le Congrès des Etats-Unis d'une aide de cent millions de dollars à la Contra.

## Aimer son pays

Les relations entre le gouvernement et certains membres de la hiérarchie catholique nicaraguayenne n'ont pas échappé à ce type de tensions. L'expulsion en juillet dernier de Mgr Vega, évêque de Juigalpa, était justifiée, aux yeux des autorités sandinistes, par les positions politiques du prélat, considéré comme complice des Etats-Unis, ennemis de la patrie. Toutefois, passées les premières réactions virulentes de part et d'autre, le dialogue a repris discrètement entre la hiérarchie catholique et le gouvernement. Ainsi, lors de son arrivée à l'aéroport de Managua, le 28 juillet 1986, le nouveau nonce apostolique déclarait: "La mission de l'Eglise est de former de bons citoyens, d'apprendre aux catholiques à aimer leur pays... Que doit faire un bon chrétien? Accomplir son devoir, obéir aux lois de son pays. Aimer Dieu, aimer son pays, aimer son prochain, ouvrir son coeur au travail et sa conscience à l'obéissance aux commandements de Dieu et de son pays." (8)

Il est certes trop tôt pour préjuger de l'évolution et des résultats du dialogue que s'est engagé, mais il semble que le FSLN ait renoncé (peut-être provisoirement) à faire de l'Eglise populaire (9) son cheval de bataille contre l'épiscopat, au sein même de la communauté catholique

nicaraguayenne. La question religieuse est trop sensible et la réaction de la population trop imprévisible dans ce domaine pour que les uns ou les autres l'utilisent à des fins politiques, sinon partisanses.

Yann Mens  
le 6 décembre 1986

### Notes:

- (1) New-York Times, 11 mars 1986.
- (2) Nicaragua: país sitiado, Raul Vergara et al., p.13. CRIES 1986.
- (3) Front Sandiniste de Libération Nationale, parti de gouvernement.
- (4) Slow motion towards a survival economy, in: Envio no. 63, septembre 1986, p.22
- (5) Nuestro Socialismo, Victor Tirado Lopez, in: Revue nicaraguayenne de Sciences sociales, no. 1, p.27.
- (6) Réunions publiques inspirées d'institutions traditionnelles.
- (7) Cité par 'Pensamiento Propio' no. 34, juillet 1986, pp.37-38.
- (8) Cité par 'Envio' no. 63, septembre 1986, p.12
- (9) Courant informel, qui rassemble les chrétiens ouvertement favorables au processus révolutionnaire.